

Crise migratoire en Europe : **remettre le courage politique au centre des décisions**

« *Actualités et perspectives de l'immigration en Europe* », tel était le thème général de l'Échange de Midi programmé, il y a peu, par le CAI (Centre d'Action Interculturelle de Namur). Aux commandes de la conférence, François Gemenne, enseignant et chercheur à l'ULg (Université de Liège) ainsi qu'à Sciences Po Paris, a articulé la problématique autour d'un questionnement plus précis sur « *L'Europe, les réfugiés et notre obsession des frontières* ». Un recentrage à travers lequel il veut à la fois dénoncer une crise de courage des gouvernements européens et questionner certains fondements de la politique migratoire de l'Europe qu'il juge absurdes.

Le constat de François Gemenne est cash et un tantinet provocateur : la situation actuelle de l'Europe en matière de migration provient d'une absence de courage de ses dirigeants qui consiste en un renouvellement permanent de recettes qui ne fonctionnent pas, sans les remettre en question, avec pour seul horizon la fermeture des frontières. Le chercheur attribue à la guerre en Syrie le rôle de point de départ de la crise des réfugiés démarrée en 2014. La charge des réfugiés fuyant cette guerre a été, dès le départ, majoritairement assurée par les pays limitrophes de la Syrie, à savoir essentiellement la Turquie (premier hébergeur avec trois millions de réfugiés syriens), l'Irak, la Jordanie et le Liban. Pays de 22 millions d'habitants, la Syrie a vu deux tiers de sa population déplacée, dont la moitié n'a pas quitté la Syrie.

Si l'on étend l'analyse au plan mondial, on peut dénombrer 65 millions de personnes déplacées dans le monde, dont environ 20 millions de réfugiés, 3 millions de demandeurs d'asile et 42 millions de déplacés internes, soit approximativement des proportions identiques à celles de la Syrie. Pour sa part, l'Europe où l'on a parlé de crise migratoire et même d'invasion migratoire n'a accueilli qu'un million de Syriens en un an.

Un chaos engendré par l'Europe

Selon François Gemenne, le problème majeur de la crise migratoire européenne, engendrée par le conflit syrien, a été l'absence de voie sûre et légale pour les

réfugiés syriens. *« Ils auraient pu avoir des visas humanitaires, assène-t-il, mais les Européens n'ont pas voulu les délivrer. Cette position a empêché les réfugiés d'arriver par avion, faute de visa, les livrant aux mains des passeurs pour la traversée de la Méditerranée et les drames qui s'y sont noués. Sans cette interdiction, il n'y aurait pas eu le chaos qu'on a connu. »* Pourquoi cette position dès lors ? Pour l'expert, parce que les gouvernements européens n'ont pas voulu assumer politiquement cette mesure devant leur opinion publique. Il y a eu, selon lui, une « tétanisation » des gouvernements qui voulaient maintenir à tout prix des chiffres équivalents à ceux de leurs prédécesseurs, l'asile devenant pour eux à la fois un instrument de politique migratoire et un indicateur de leur propre performance.

Enfermés dans cette logique, les États membres se sont empêtrés dans un paradoxe insoluble qui a été d'inscrire la lutte contre les passeurs comme priorité de leur politique migratoire, tout en fermant leurs frontières, mesure ayant pour conséquence de développer le business desdits passeurs. Et, conséquence ultime, ce sont désormais ces passeurs qui font concrètement la politique migratoire de l'Europe, puisque c'est eux qui décident qui effectue la traversée, quand, comment, etc. Sans surprise, ce « business » est ainsi devenu aujourd'hui le troisième trafic le plus rentable au monde, derrière les armes et la drogue, avec l'avantage indéniable que ce trafic ne demande aucun investissement et qu'il n'y a aucune réclamation en cas de perte de « marchandise ».

La conjugaison de ces éléments (risque et mise de départ quasi nuls pour les passeurs) se retrouve dans l'économie même de la Libye qui a connu la plus forte croissance économique du monde en 2017, avec un taux de croissance de 55%, grâce au seul business de la frontière et à son concert d'activités (trafic de migrants, travail forcé, prostitution, etc.). La présence de ce commerce est telle aujourd'hui qu'un démantèlement de ces réseaux engendrerait un contrecoup économique énorme pour les pays concernés (la Libye, mais aussi d'autres pays de passage comme Niger, etc. qui jalonnent l'itinéraire d'errance des migrants subsahariens).

Une migration qui devient politique

Autre postulat battu en brèche par François Gemenne : selon lui, beaucoup de migrants n'avaient et n'ont pas pour projet initial de venir en Europe. Leur idée est de partir de chez eux pour trouver de l'argent afin de nourrir leur famille. Au fil de leur errance, ils arrivent en Libye et poursuivent vers l'Europe pour fuir les exactions dont ils sont victimes en Libye. Cette situation sur le terrain contredit totalement, selon lui, la vision européenne qui veut scinder les migrants politiques et humanitaires auxquels il faut apporter la protection garantie par la Convention de Genève et les migrants économiques qui sont à renvoyer dans leur pays. Une réalité qui apparaît bien éloignée de la vision qui veut que les migrants africains sont des personnes fuyant la pauvreté africaine pour profiter de la riche Europe.

« On ne tient pas compte du parcours de ces gens avant la traversée de la Méditerranée, déplore François Gemenne. Or, la dernière étape de leur migration est politique : fuir les persécutions encourues en Libye. La catégorisation qui consiste à trier les gens pour – officiellement – garantir une meilleure protection aux migrants accueillis ne sert, en réalité, qu'à justifier les politiques migratoires mises en œuvre. » Et le chercheur de rappeler l'ampleur du drame des migrants tentant de rallier l'Europe. *« L'Europe est la destination la plus dangereuse pour les réfugiés, martèle-t-il. Chaque année, entre 60 à 85% des décès de réfugiés du monde interviennent lors de la traversée de la Méditerranée, des chiffres qui sont totalement sous-évalués, vu l'absence de statistiques complètes. Et la tendance ne s'inverse pas, puisque, si le nombre de traversées a été divisé par trois entre 2016 et 2017, le taux de mortalité a lui augmenté, les naufrages se multipliant suite à la fermeture accrue des frontières de l'Europe. »*

Un processus d'emballage

Pour François Gemenne, il faut à tout prix s'interroger sur la vision actuelle des frontières, tellement exacerbée qu'elle a engendré une crise de désunion européenne sans précédent amenant un pays membre, l'Angleterre, à la quitter sur base de cette question. Autrement dit, pourquoi les gens sont-ils à ce point obsédés par l'importance du contrôle des frontières ? *« Les attitudes des populations dépendent des messages qui leur sont envoyés, analyse le chercheur. Il y a un processus d'emballage qui peut jouer à la fois dans le sens positif et dans le sens*

négalif. Au niveau positif, on a vu naître des élans d'accueil formidables comme ceux qui ont émergé autour des réfugiés du Parc Maximilien à Bruxelles. Sur le plan négatif, il y a des poussées de haine et de racisme générées par des prises de position de dirigeants politiques, de médias, etc. qui légitiment une certaine pensée, une certaine parole de rejet considérée, dès lors, comme autorisée et acceptable. »

Selon François Gemenne, ce phénomène d'emballlement entraîne une incapacité d'aborder les questions migratoires sous un angle objectif. La Hongrie, pays européen le plus déclinant en termes démographiques est, par exemple, l'un des plus hostiles aux migrants, alors qu'il devrait être l'un des plus ouverts. De même, l'immigration est aujourd'hui fortement assimilée à l'islam, ce qui n'est pas du tout le cas. À tel point que toutes les populations surestiment largement la présence musulmane dans leur pays. Largement en tête dans le classement de cette surreprésentation, les Belges évaluent à 29% la présence musulmane dans le pays, pour 6% en réalité, soit 23% d'écart (la plus grosse différence enregistrée au sein des pays européens).

Le mur comme symbole identitaire

En réponse à ce sentiment erroné et exacerbé, le plus basique et le plus symbolique des moyens mis en place par les gouvernements pour se protéger de l'invasion supposée des migrants a été de construire des murs et des barrières. Aujourd'hui, la longueur cumulée de ces « protections » a été portée à un niveau record, avec un total de 40.000 km, soit l'équivalent du tour de la terre. Pas moins de 65 pays ont même aujourd'hui une frontière clôturée. « *Le monde est de plus en plus morcelé, constate François Gemenne, et on pense de plus en plus avoir la maîtrise des frontières. Or, le taux de migration a été beaucoup plus élevé en d'autres temps, comme avant la première guerre mondiale. »*

Et de poursuivre : « *Les gens sont persuadés que la frontière détermine la souveraineté nationale mais celle-ci n'a pas d'effet sur les migrations. Ouvrir les frontières ne crée pas de ruée et les fermer ne stoppe rien. En fait, le fait de construire un mur s'adresse aux personnes qui vivent à l'intérieur des frontières.*

C'est une manière de se définir comme une communauté, d'opposer un « nous » aux « étrangers ». Le mur comme symbole identitaire sert à délimiter une identité commune. Cela établit, dans le débat politique, qu'il y a un groupe qui ne fait pas partie de la communauté. »

Dominique Watrin